



Note régionale sur le financement climatique : Moyen-Orient et Afrique du Nord

Charlene Watson et Neil Bird, ODI,
et Liane Schalatek et Katharina Keil, HBS

Fondamentaux
du financement
climatique

9

DÉCEMBRE 2017

Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA),¹ les financements climat de fonds multilatéraux sont principalement concentrés sur quelques grands projets financés par le Fonds pour les technologies propres (FTP), à base de prêts, concessionnels ou non. Le montant total² des financements approuvés s'élève à 1,5 milliards US\$, répartis sur 96 projets. Cet argent vise pour l'essentiel des initiatives d'atténuation, malgré d'urgents besoins régionaux en matière d'adaptation notamment pour la gestion de l'eau et la sécurité alimentaire. Sur ce financement total approuvés pour la région, 452 millions US\$ sont octroyés sous forme de dons à une majorité des projets approuvés par le fonds. Plus de 1002 millions US\$ restants sont octroyés sous forme de prêts, concessionnels ou non et concernent quelques projets d'infrastructure énergétique à grande échelle approuvés par le FTP. Les deux principaux pays, le Maroc et l'Égypte reçoivent respectivement 54% et 27% du total des financements climat approuvés dans la région tandis que sept pays de la même région ne perçoivent aucun financement des fonds climat suivis par CFU. Les financements approuvés ont augmenté l'année dernière de 114 millions US\$.

Les enjeux

Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) sont très vulnérables face aux changements climatiques, ce qui est susceptible d'aggraver les problèmes de développement persistants. Ces pays sont déjà les plus pauvres en eau du monde et doit importer plus de la moitié de leurs denrées alimentaires. Le GIEC prévoit que les changements climatiques réduiront très vite le niveau des précipitations dans la région et ces changements hydrologiques affecteront la disponibilité en eau par personne de 30 à 70% d'ici 2025, diminuant ainsi la productivité agricole et augmentant le risque d'inondations dans les zones côtières urbaines très peuplées (GIEC 2014).

La région possède 57 % des réserves pétrolières mondiales connues ainsi que 41 % des gisements de gaz naturel (malgré une répartition inégale entre les pays). La plupart des pays développent une économie fondée sur l'exploitation de ces ressources en énergies fossiles. La perspective de devoir réduire la consommation de ces carburants fossiles afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), frappe donc les pays producteurs de pétrole de la région comme une proposition coûteuse et réductrice en opportunités économiques. Les modes de vie et de consommation de ces pays sont également très coûteux en CO2 puisque les émissions par habitant

y sont souvent supérieures de 60 % à la moyenne des pays en développement. En même temps, les taux de pauvreté restent élevés dans de nombreux pays de la région faiblement dotés en ressources tels que le Yémen et Djibouti, les deux pays les moins avancés (PMA) de la région.

Origine des financements

Douze fonds climat sont actifs dans la région (Tableau 1 ; graphique 1). C'est le FTP qui fournit la majeure partie des contributions, avec un total approuvé de 886 millions US\$ pour onze projets au Maroc et en Égypte et trois projets régionaux. La majorité des financements a été octroyée sous la forme de prêts concessionnels. Un plan d'investissements en faveur de l'électricité thermique à concentration a également été approuvé pour la région.

Dans le cadre du FVC, trois projets soutiennent le Maroc (pour un total de 100,5 millions US\$) et deux projets égyptiens (avec 186,1 millions US\$). L'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie bénéficieront également du programme de 378 millions US\$ pour le financement de l'énergie durable, bien que la part du financement qui sera allouée à chaque pays ne soit toujours pas claire.

Des financements climatiques bilatéraux sont également acheminés vers la région MENA, ils complètent les flux de fonds multilatéraux pour le climat. Cela inclut les

Figure 1: Fonds supporting MENA region (2003-2017)

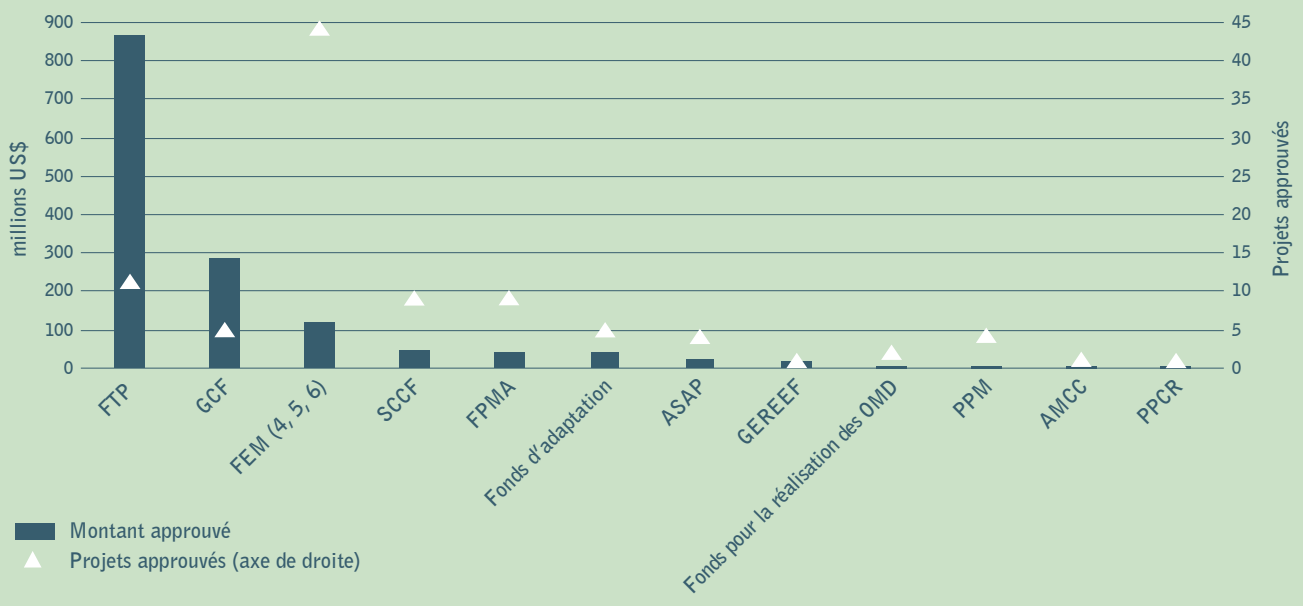
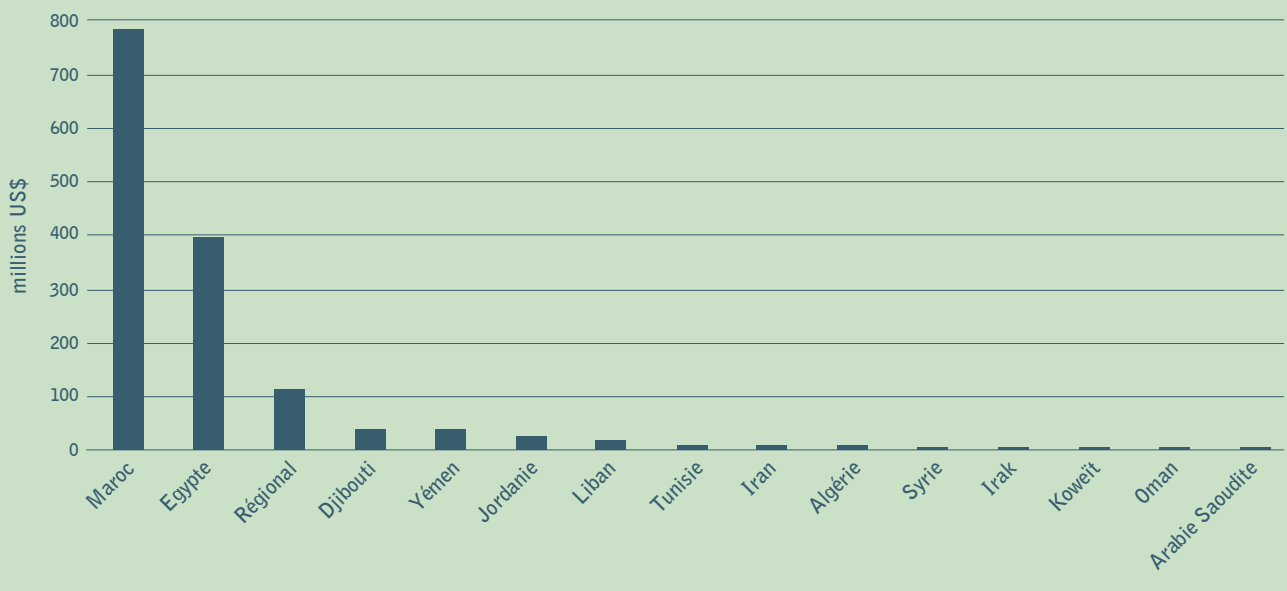


Tableau 1 : Fonds d'appui de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (2003-2017)

Fonds	Montant approuvé (Millions US\$)	Nombre de projets approuvés
Fonds pour les technologies propres (FTP)	865.80	11
Fonds vert pour le climat (GCF)	286.50	5
Fonds d'affectation spéciale du FEM (FEM 4, 5, 6)	119.46	44
Fonds spécial du changement climatique (SCCF)	48.01	9
Fonds Pays les Moins Avancés (FPMA)	39.64	9
Fonds d'adaptation (FA)	38.62	5
Programme d'adaptation pour les petits exploitants agricoles (ASAP)	23.00	4
Fonds mondial pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables (GEREEF)	16.60	1
Fonds pour la réalisation des OMD	7.60	2
Partenariat pour la préparation au marché (PPM)	4.05	4
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC)	3.36	1
Programme pilote pour le climat et la résilience (PPCR)	1.59	1

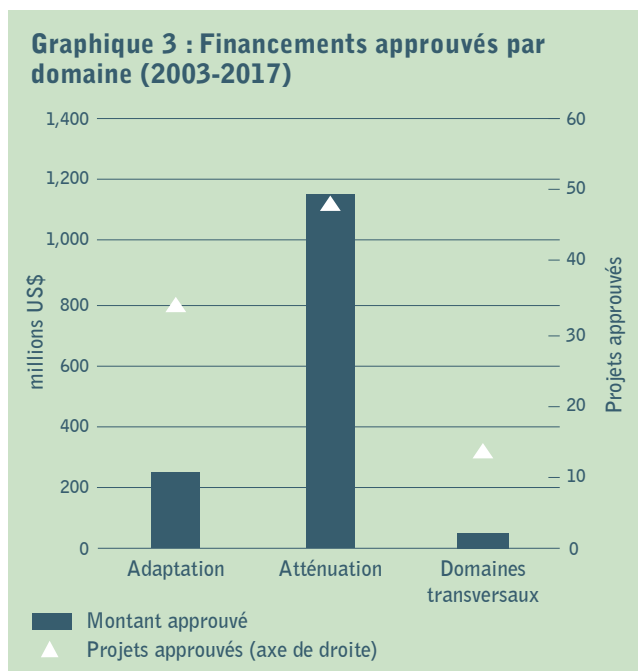
Graphique 2 : Montants approuvés dans les pays bénéficiaires de la région MENA (2003-2017)



fonds climatiques bilatéraux de l'Allemagne³. Les fonds bilatéraux, cependant, ne sont pas suivis par la Mise à jour des fonds climat étant donné leur manque relatif d'informations détaillées transparentes sur les activités et les dépenses actuelles.

Destinataires des fonds

Les financements climat des fonds climatiques dédiés sont concentrés en le Maroc et l'Égypte, pour un montant total approuvé de 784 millions US\$ et 397 millions US\$ respectivement des fonds multilatéraux pour le climat suivis par CFU. Tandis que 69% des financements climat de la région ont été consacrés à des projets éoliens et de Concentration d'énergie solaire (CSP) de grande ampleur – notamment via le FTP, 405 millions US\$ ont été octroyés à 78 projets visant l'efficacité énergétique, les transports et l'agriculture durables. Les données du CFU montrent que sur les 21 pays de la région, seuls 14 pays reçoivent des financements climat. Les sept pays qui ne reçoivent pas le financement climatique comprennent la Libye, la Cisjordanie et Gaza qui souffrent du conflit en cours, ainsi que les Etats riches producteurs de pétrole comme les Émirats Arabes Unis. Djibouti et le Yémen, les deux pays les moins avancés de la région MENA, ont reçu chacun 40 millions US\$. Ces financements sont presque exclusivement des projets d'adaptation.



Type de projets financés

Comme le montrent la figure 2 et le tableau 2, plus de 79 % des financements climat approuvés pour la région (plus de 1,1 milliard US\$) sont affectés à des activités d'atténuation. Ce chiffre est en grande partie le reflet de onze projets de la région MENA du FCT, ayant une moyenne de financements de 79 millions US\$ (la moyenne de financements des 90 projets non-FCT dans la région est de 4,7 millions US\$). Le plus grand financement approuvé dans la région est le prêt concessionnel de 238 millions US\$ octroyé en 2014 par le FTP à *Noor II et III, Projet de concentration d'énergie solaire (CSP)*, au Maroc. Ce projet fait l'objet d'un effort concerté du FTP pour soutenir le déploiement de la technologie CSP dans la région. Le CSP a un potentiel considérable pour générer de l'électricité propre à grande échelle. Les investissements du FCT dans la région MENA commencent à présenter la valeur du financement public international ciblé afin de démontrer la viabilité de cette technologie prometteuse (Stadelmann, Frisari et Rosenberg, 2014). Le plus gros investissement du Fonds vert pour le climat dans la région a eu lieu en 2017 avec l'approbation d'un cadre de financement d'énergie renouvelable pour l'Égypte de 154,7 millions US\$.

Les projets d'adaptation de la région MENA représentent moins d'un quart de la taille des projets d'atténuation en moyenne. Plusieurs fonds pour l'adaptation ont mis en œuvre 34 projets dans la région et ont déjà approuvé un total de 255 millions US\$. En 2017, le Fonds vert pour le climat a approuvé trois projets d'adaptation dans la région MENA (et un projet d'atténuation). Deux des trois projets d'adaptation approuvés en 2017 dans la région sont au Maroc, visant à améliorer la conservation de l'eau et l'irrigation pour l'agriculture. Un autre se concentre sur la gestion côtière dans le delta égyptien du Niger. Avec une valeur cumulée de 132 millions US\$ en faveur du FVC, ces projets représentent 52% des investissements d'adaptation réalisés jusqu'à présent dans la région MENA.

Tableau 2 : Financements approuvés par domaine (2003-2017)

Thème	Montant approuvé (millions US\$)	Nb de projets approuvés
Atténuation	254.96	34
Adaptation	1147.80	48
Domaines transversaux	51.47	14

In addition to the series of 12 Climate Finance Fundamentals, these recent ODI and HBS publications may be of interest:

- **Six development finance proposals to expand climate investment.** Ilmi Granoff, Darius Nassiry, Neil Bird, Chris Humphrey, Paddy Carter, Alberto Lemma and Annalisa Prizzon describe six promising finance proposals to support greater ambition for low-carbon development. Available at: <http://bit.ly/2n4VLM8>
- **Budgeting for NDC action: initial lessons from four climate-vulnerable countries.** Neil Bird examines the evidence of resourcing NDC policies and actions in four sub-Saharan African countries; Ethiopia, Ghana, Kenya and Uganda. Available at: <http://bit.ly/2EtPkWC>
- **Resource Guide for NDC Finance.** James Rawlins with Matthew Halstead and Charlene Watson present a selection of resources on financing nationally determined contributions (NDCs). Available at: <http://bit.ly/2EbuPKU>
- **Financing our shared future: navigating the humanitarian, development and climate finance agendas.** Charlene Watson outlines what we know about the financing targets and needs, where there is agreement between the agendas on financing issues and where tensions may emerge. Available at: <http://bit.ly/2FTADcD>
- **Promoting Rights-Based Climate Finance for People and the Planet.** A joint discussion paper by hbs and the OHCHR's Right to Development Division outline how existing climate financing mechanisms, including the GCF as a case study, can strengthen their integration of human rights considerations. Available at: <http://bit.ly/2nQPsFq>
- **Financing Loss and Damage: A Look at Governance and Implementation Options.** Julie-Anne Richards and Liane Schalatek discuss categorizations of loss and damage approaches, financing options and whether existing climate funds could channel loss and damage financing. Available at: <http://bit.ly/2nT55wa>
- **Contracts for Sustainable Infrastructure.** In this joint publication by hbs and IISD, Martin Dietrich Brauch outlines how public private partnership (PPP) contracts need to be constructed to ensure the economic, social and environmental and climate co-benefits of infrastructure investments. Available at: <http://bit.ly/2nQNBjQ>

Contact us for more information at info@climatefundsupdate.org

References and useful links

Site web de la Mise à jour des fonds climat: www.climatefundsupdate.org (données consultées en décembre 2017)

Houzir, M., Mokass, M. and Schalatek, L. (2016). 'Climate Governance and the Role of Climate Finance in Morocco'. Heinrich Böll Stiftung Morocco and North America.

IPCC (2014). Climate Change 2014: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Nakhooda, S. et al. (2011) 'Regional briefing: Middle East & North Africa' Climate Finance Fundamentals series. Overseas Development Institute and Heinrich Böll Stiftung.

Schalatek, L. et al. (2012): 'From Ignorance to Inclusion. Gender-Responsive Multilateral Adaptation Investments in the MENA Region' - Heinrich Böll Stiftung et Gender Action.

Stadelmann, M., Frisari, G. and Rosenberg, A. (2014). San Giorgio Group Policy Brief: The Role of Public Finance in CSP – Lessons Learned. Venice: Climate Policy Initiative.

End Notes

1. Classification de la Banque mondiale : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et bande de Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Qatar, Syrie, Tunisie, Yémen (voir : <http://go.worldbank.org/7UEP77ZCB0>).
2. Les montants totaux concernent tous la période 2003-2017.
3. En 2014, la dernière année où CFU a été en mesure de suivre les fonds climatiques bilatéraux, ces flux cumulés vers la région MENA depuis 2008 comprenaient 38 millions US\$ en provenance de l'Initiative climatique internationale de l'Allemagne.

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur www.climatefundsupdate.org

Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK
Tel: +44 (0)20 7922 0300

Heinrich Böll Stiftung North America
1432 K Street, NW | Suite 500 | Washington, DC | 20005 | USA
Tel: +1 202 462 7512